

RICA : résultats économiques des exploitations en 2023

En 2023, en Hauts-de-France, les exploitations agricoles affichent des résultats économiques en nette baisse après deux années successives de hausse

En 2023, plusieurs facteurs viennent peser sur l'ensemble des résultats économiques des exploitations régionales. Le contexte géopolitique international toujours instable en 2023 influe sur les marchés agricoles. Les conditions météorologiques sont très défavorables avec des inondations sur certains secteurs de la région qui entraînent des récoltes décevantes. Par ailleurs, les charges agricoles restent orientées à la hausse. Au total, l'excédent brut des exploitations agricoles des Hauts-de-France

atteint une moyenne de 91 740 € par équivalent temps plein non salarié, marquant un recul de 28 % par rapport à l'année 2022, durant laquelle il avait atteint son niveau le plus élevé des 10 dernières années. Même si des disparités existent selon les spécialisations des fermes des Hauts-de-France, leur situation économique reste tout de même plus favorable que pour l'ensemble des exploitations agricoles de France métropolitaine.

Des résultats économiques en net recul

Entre 2022 et 2023, la production moyenne nette de l'exercice de l'ensemble des exploitations agricoles en Hauts-de-France diminue de 9,6 % et s'établit à 402 500 € ([tableau 1](#)).

Tableau 1 - Principaux résultats économiques des exploitations agricoles en 2023

Valeurs moyennes par exploitation à champ complet corrigées de l'évolution des prix (K€) - évolution à champ constant corrigée de l'évolution des prix (%)

	France Métropolitaine		Hauts-de-France	
	2023 (K€)	Évolution 2023/2022 (%)	2023 (K€)	Évolution 2023/2022 (%)
Résultats économiques				
Chiffre d'affaires	275,9	- 5,0	398,0	- 6,1
Production de l'exercice nette des achats d'animaux	277,5	- 7,0	402,5	- 9,6
Valeur ajoutée	92,4	- 23,0	144,2	- 23,5
Excédent brut d'exploitation (EBE)	91,9	- 26,2	127,2	- 27,7
Résultat courant avant impôts (RCAI)	49,8	- 39,3	70,5	- 40,7
Résultat de l'exercice	58,7	- 36,1	81,8	- 40,8
Résultats économiques ramenés au nombre d'équivalent temps plein non salarié				
Production de l'exercice par ETP	134,0	- 6,5	197,2	- 10,3
EBE par ETP non salarié	67,0	- 25,8	91,7	- 27,1
RCAI par ETP non salarié	36,3	- 39,0	50,9	- 40,2

Source : Agreste RICA

Tableau 2 - Diverses charges des exploitations agricoles en 2023

Valeurs moyennes par exploitation à champ complet corrigées de l'évolution des prix (K€) - évolution à champ constant corrigée de l'évolution des prix (%)

	France Métropolitaine		Hauts-de-France	
	2023 (K€)	Évolution 2023/2022 (%)	2023 (K€)	Évolution 2023/2022 (%)
Total des charges agricoles	272,4	3,1	375,9	1,4
Dont consommations intermédiaires :	175,0	3,5	246,0	0,6
Dont charges d'approvisionnement :	106,9	5,3	165,5	8,3
Dont : engrais et amendements	24,1	28,2	51,5	39,3
aliments du bétail	37,5	- 0,7	39,8	- 6,9
produits phytosanitaires	12,1	8,9	26,8	8,9
semences et plants	10,7	3,2	23,3	2,1
carburant et combustible stocké	10,6	- 9,7	15,0	- 12,1
Dont autres frais généraux	68,1	0,8	80,5	- 12,0
Dont : achat de travaux et services	30,3	- 0,9	35,5	- 25,7
entretien et réparation	19,3	2,1	25,3	3,8
consommation d'énergie	6,3	10,0	6,1	12,0
Dont primes d'assurance	10,5	9,8	13,2	7,5
Dont fermage	17,2	- 0,2	27,3	0,4
Dont impôts et taxes	2,4	- 1,8	4,0	4,9
Dont charge de personnel	19,0	2,5	19,1	8,5
Dont charges financières	4,0	18,5	4,7	15,0

Source : Agreste RICA

Dans le même temps, les charges agricoles continuent d'augmenter, de façon toutefois plus modérée que l'année précédente (+ 1,4 % après + 10,9 %) (tableau 2). En 2023, l'ensemble des charges s'élèvent en moyenne à 375 900 € dans les exploitations de la région. Ces charges progressent notamment en raison de la hausse des charges d'approvisionnement (+ 8,3 %). Cette dernière est notamment portée par l'augmentation du prix des engrais en 2023 (+ 39,3 %) et, dans une moindre mesure, par celle du prix des produits phytosanitaires (+ 8,9 %). À l'inverse, d'autres charges d'approvisionnement sont en recul comme l'alimentation du bétail (- 6,9 %) et les carburants et combustibles stockés (- 12,1 %). D'autres augmentations viennent peser sur le résultat de l'exercice : les charges d'assurance (+ 7,5 %), de personnel (+ 8,5 %), financières (+ 15,0 %) et d'impôts et taxes (+ 4,9 %).

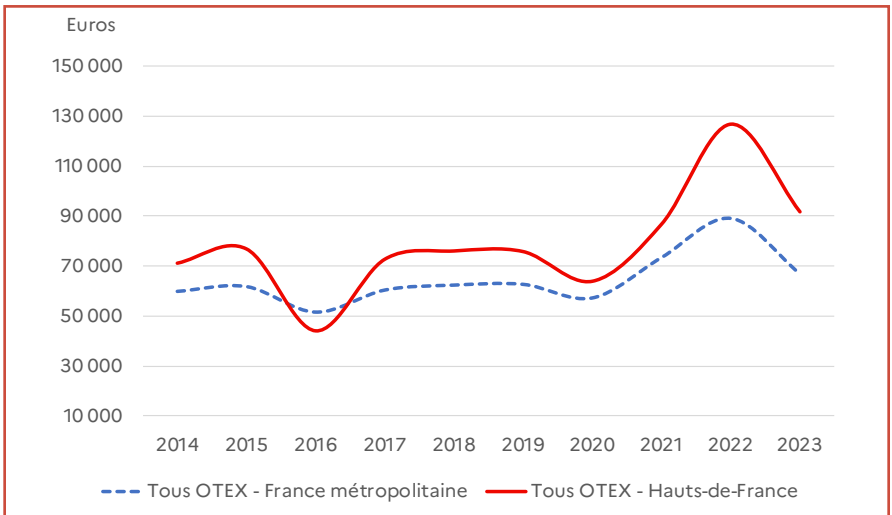
Au total, les indicateurs de résultats économiques se dégradent en 2023 après des niveaux exceptionnellement élevés en 2022. L'excédent

brut des exploitations agricoles des Hauts-de-France baisse de près de 28 % sur un an et atteint 127 200 € en 2023. Ramené au nombre d'équivalent temps plein non salarié, l'EBE s'établit à 91 740 €. Il est en baisse de 27,1 % après une année 2022 durant laquelle il avait atteint un niveau historiquement haut (graphique 1). Cet indicateur reflète la capacité de

l'exploitation à générer des ressources avec un ETP non salarié du seul fait de son activité.

Le résultat courant avant impôts (RCAI) par équivalent temps plein (ETP) non salarié, net des charges financières et des amortissements, est également en chute sur un an (- 40,2 %) ; il atteint 50 870 € en 2023 (graphique 2).

Graphique 1
Évolution du ratio EBE/ETP non salarié de 2014 à 2023



Source : Agreste RICA

Des disparités dans les résultats économiques des exploitations régionales

En 2023, toutes orientations confondues, la moitié des exploitations des Hauts-de-France enregistre un ratio « EBE par ETP non salarié » supérieur à 69 915 € (médiane). Pour un quart des exploitations, ce ratio est inférieur à 31 550 € (1er quartile) et à l'inverse, en haut de la distribution, pour un autre quart, celui-ci est supérieur à 120 180 € (3e quartile). De plus, la baisse de ce ratio de 27,1 % sur un an concerne effectivement l'ensemble des exploitations régionales quel que soit leur niveau d'EBE par ETP non salarié (*graphique 3*).

Des résultats économiques en forte baisse en céréales et oléoprotéagineux (COP)

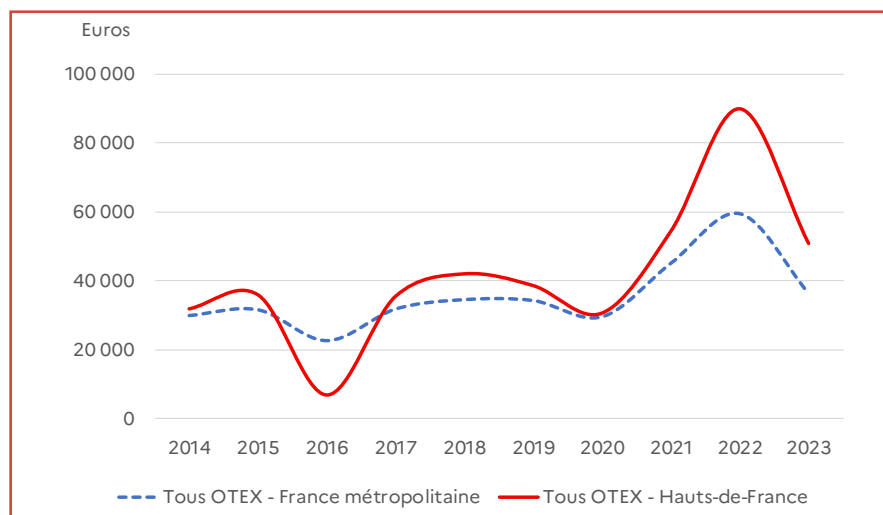
En 2023, la part de la sole en céréales et oléoprotéagineux en Hauts-de-France reste stable. La filière est majoritaire dans la région avec 1,2 million d'hectares cultivés. Malgré un rendement identique à 2022, la compétitivité des céréales russes influe toujours sur les cours. Les résultats des exploitations régionales spécialisées en COP sont donc touchés et enregistrent une production nette comptable en baisse de 16 %. Avec en sus des charges en forte progression (+ 59,7 % pour les charges financières et + 22,3 % pour les charges d'approvisionnement), l'EBE par ETP non salarié est divisé par deux et le RCAI par ETP non salarié réduit de 66,6 % (*graphiques 4 et 5*). La moitié des exploitants de la filière COP affichent un EBE par ETP non salarié de 46 430 € bien inférieur à la médiane de l'ensemble des exploitations régionales. Un exploitant sur dix (1er décile) en COP enregistre même un EBE négatif et inférieur à - 5 470 € (*graphique 2*).

Pas d'exception pour la filière polyculture et/ou polyélevage

Avec des cheptels en baisse en nombre de têtes mais des cours très favorables aux éleveurs de la région, le recul des résultats économiques de la filière polyculture et/ou polyélevage est atténué par la

Graphique 2

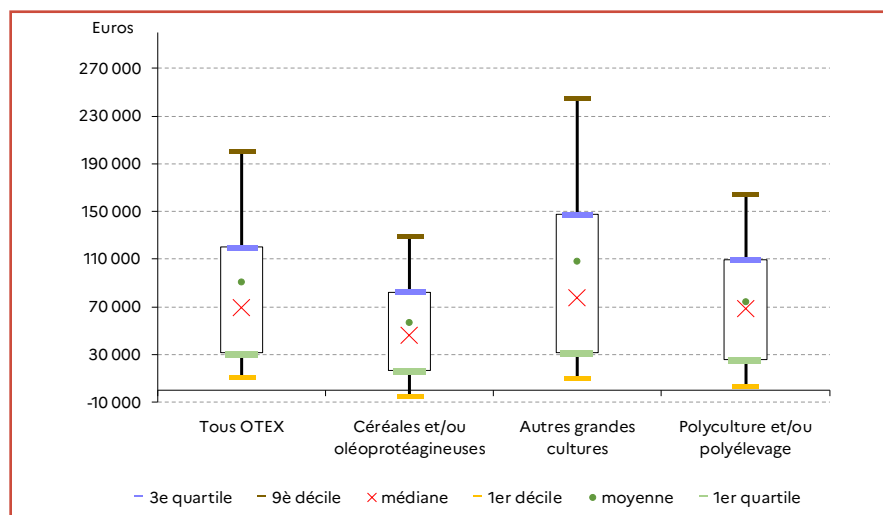
Évolution du ratio RCAI/ETP non salarié de 2014 à 2023



Source : Agreste RICA

Graphique 3

Distribution du ratio EBE/ETP non salarié sur l'ensemble des exploitations régionales en 2023



Source : Agreste RICA

Note : Le 1er quartile désigne l'EBE par ETP duquel se situe 25 % des exploitations. Ainsi en 2023, un quart des exploitations spécialisées dans les autres grandes cultures ont un EBE/ETP non salarié inférieur à 31 965 €. À l'inverse, toujours en 2023 et pour l'OTEX autres grandes cultures, un quart des exploitations (c'est à dire le 3e quartile) ont un EBE/ETP non salarié supérieur à 147 534 €.

diversification des activités agricoles. En conséquence, la comptabilité des exploitations montre un retrait de 7,3 % pour la production nette de l'exercice. Cette baisse est moins prononcée que dans la filière céréales/oléoprotéagineux (- 16 %). Les hausses de charge sont également moins élevées qu'en COP (charges financières + 17,4 % et d'approvisionnement + 11,7 %). Au total, ces exploitations affichent une baisse de 32,4 % pour l'EBE par ETP non salarié et de 47,8 % pour le RCAI par ETP non salarié. Pour l'EBE par ETP non salarié, les situations

sont diversifiées dans la filière : pour un exploitant sur dix, celui-ci est inférieur à 2 990 € alors que pour la moitié d'entre-deux on retrouve le niveau de la région toutes orientations technico-économiques confondues supérieur à 69 050 €.

Un recul plus modéré pour les autres grandes cultures

Ces exploitations régionales spécialisées notamment en betteraves sucrières et en pommes de terre connaissent des baisses de résultats économiques moins marquées. Les

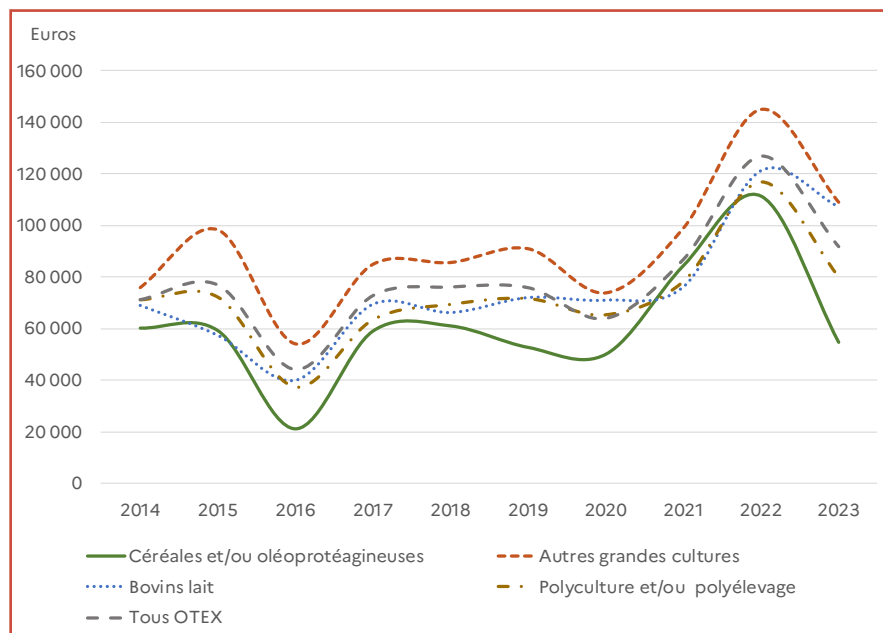
surfaces sont en retrait pour les deux cultures passant de 199 000 ha à 189 000 ha pour les betteraves et passant de 126 000 ha à 119 000 ha pour les pommes de terre. Pour les rendements, la situation diffère selon la culture : ils sont, sur un an, inférieurs pour les betteraves de 2,6 % et supérieurs pour les pommes de terre de 13 %. Les évolutions de prix, quant à eux, sont plus favorables que l'année d'avant (respectivement + 5,8 % et + 15,0 %). Tous ces facteurs cumulés entraînent un repli modéré de la production nette comptable de 3,5 % des exploitations de la filière. Les hausses de charges financières (+ 15,9 %) et d'approvisionnement (+ 11 %) pèsent sur l'EBE par ETP non salarié qui affiche une diminution de 19,6 % et sur le RCAI par ETP non salarié (- 27,4 %). L'EBE moyen par ETP non salarié dans les exploitations de cette filière dans la région s'établit à 109 100 €. Ce niveau moyen masque une hétérogénéité de situations particulièrement importante. En effet alors qu'un exploitant sur dix en spécialisation autres grandes cultures enregistre un EBE par ETP non salarié inférieur à 9 940 € (1er décile), à l'inverse, un sur dix présente un EBE par ETP non salarié supérieur à 244 920 €. C'est au sein de cette spécialisation que l'on observe les plus grandes disparités de situations économiques entre exploitations.

Une situation économique en Hauts-de-France toutefois plus favorable qu'en France métropolitaine

La dégradation des indicateurs économiques des exploitations en Hauts-de-France n'est pas propre à la région mais concerne l'ensemble des fermes de France pour lesquelles les tendances sont similaires. En 2023, ces dernières enregistrent un recul de la production moyenne de 7,0 %, de l'EBE par ETP non salarié de 25,8 % et du RCAI par ETP non salarié de 39,0 % par rapport à la précédente campagne (*tableau 1*). Dans ce contexte de baisse généralisée, la région conserve en 2023 des indicateurs économiques supérieurs à la moyenne nationale. Les exploi-

Graphique 4

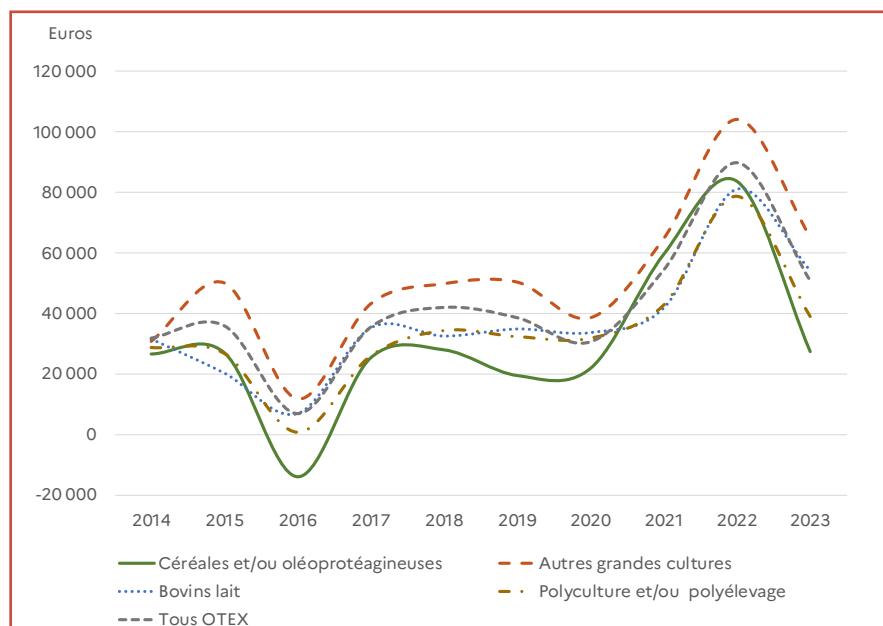
Évolution du ratio excédent brut d'exploitation par actif non salarié (EBE/ETP non salarié) de 2014 à 2023 selon l'orientation technico-économique de l'exploitation (OTEX)



Source : Agreste RICA

Graphique 5

Évolution Du résultat courant avant impôts (RCAI) par équivalent temps plein (ETP) non salarié de 2014 à 2023 selon l'orientation technico-économique de l'exploitation (OTEX)



Source : Agreste RICA

tations régionales affichent une production moyenne de l'exercice par ETP non salarié à 197 208 €, soit le plus haut niveau de France métropolitaine (134 016 €). À 91 740 €, l'EBE par ETP non salarié, quant à lui, reste l'un des plus élevés des régions métropolitaines (66 450 €). Les Hauts-de-France se place au 2e rang

national juste derrière Grand-Est. Cette valeur moyenne masque toutefois des disparités marquées entre exploitations y compris au sein d'une même spécialisation.

Méthodologie

Le réseau d'information comptable agricole (RICA) est une enquête annuelle, harmonisée au niveau de l'Union Européenne. Elle collecte des données comptables et technico-économiques détaillées d'un échantillon représentatif d'exploitations dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €.

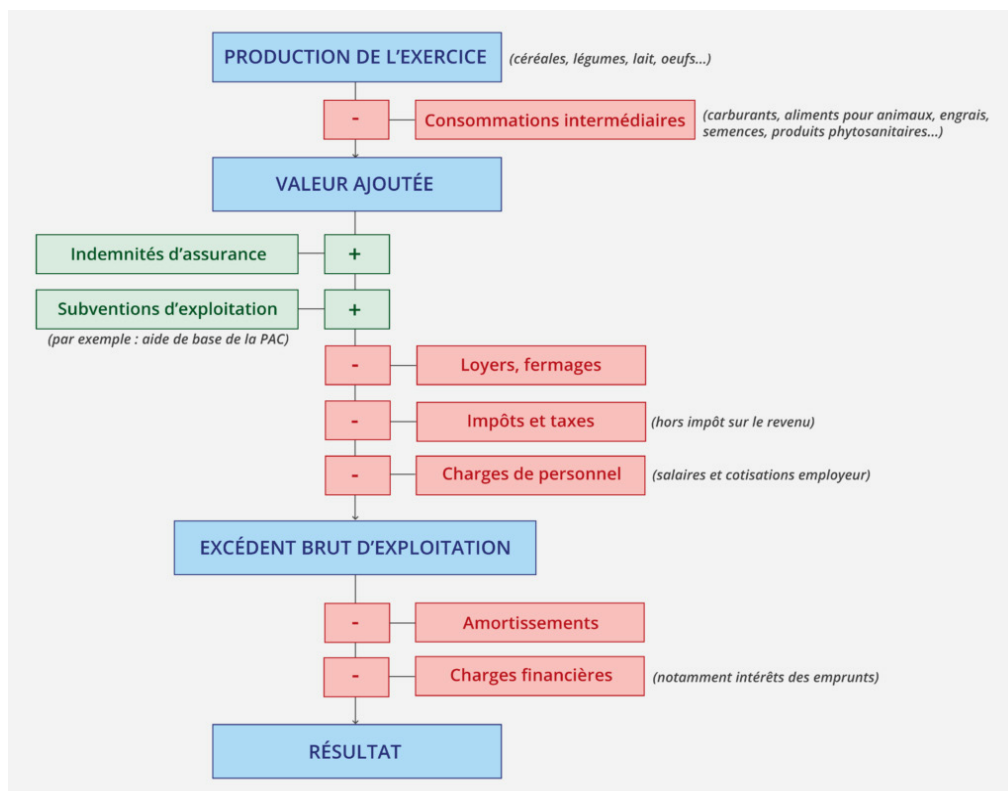
Les données collectées permettent notamment d'analyser la diversité des revenus de l'exploitation, de leur formation, de dresser des diagnostics économiques et financiers. Cette enquête permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne.

Environ 7 000 exploitations composent l'échantillon national de métropole dont 550 en région des Hauts-de-France.

Le principal indicateur économique commenté ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE) par actif (ETP) non salarié. Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (salaires, impôts fonciers, fermages...).

Le résultat courant avant impôts se déduit de l'EBE après prise en compte des amortissements (qui ne sont pas décaissables) et des charges financières. Un solde disponible est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant.

Les évolutions 2022-2023 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillons constants (c'est-à-dire à partir de l'échantillon des exploitations présentes à la fois dans l'échantillon du RICA 2022 et dans celui du RICA 2023) et exprimées en réel (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les données 2022 ont pour cela été valorisées en euros de 2023 à l'aide de l'indice de prix du produit intérieur brut (source Insee). Les séries longues présentent des valeurs calculées sur échantillons complets (mais également exprimées en euros constants de 2023).



www.agreste.agriculture.gouv.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture
et de la Forêt Hauts-de-France
Service régional de l'information statistique
et économique
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Björn DESMET
Directrice de la publication : Émilie HENNEBOIS
Rédacteur : Adeline ROSZAK
Composition : Virginie PELLÉ
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2644 - 9307 -
© Agreste 2025